

IMPUTATION FORFAITAIRE D'IMPÔT – FEUILLE COMPLÉMENTAIRE à l'état des titres 2019

Décision et répartition	(laisser en blanc)	Contrôlé le	Notifié le	Comptabilisé le	Viré le
Imputation forfaitaire d'impôt accordée pour Fr.	Confédération Fr. Canton et Commune Fr.				

oui

non

(marquer d'une croix ce qui convient)

1. Etes-vous assujetti au lieu de votre domicile pour l'année 2019:
 - à l'impôt fédéral direct sur le revenu ?
 - aux impôts du canton et de la commune sur le revenu ?

2. Bénéficiez-vous d'une imposition à forfait ou d'après la dépense (en qualité d'étranger ou de ressortissant suisse venant de l'étranger, sans activité lucrative)
 - au titre de l'impôt fédéral direct (art. 14 LIFD) ?
 - au titre des impôts du canton et de la commune ?

3. Revenu sur la base duquel se détermine le taux de l'impôt dû pour l'année fiscale 2019 selon la déclaration d'impôt
 - impôt fédéral direct
 - impôt cantonal et communal

Fr. _____

Fr. _____

4. Avez-vous payé des intérêts débiteurs au cours de l'année 2019 ?

Si oui, en indiquer le montant:

Fr. _____

Le montant d'imputation forfaitaire d'impôt, au cas où il n'est pas compensé ou ne l'est qu'en partie, doit être bonifié comme suit:

sur mon compte postal n°	sur compte bancaire / IBAN
aprèrs de	compte postal de la banque n°

Déclaration du requérant

Le requérant atteste l'exactitude des indications données dans la présente demande (recto et verso).

Lieu et date

Signature

Explications

1. Cette formule sert de demande d'imputation forfaitaire d'impôt pour les dividendes et intérêts échus en 2019.
2. L'ayant droit déposera la demande dans le canton où il était domicilié le **31 décembre 2019**, avec la déclaration d'impôt et l'état des titres.
3. N'indiquer dans la présente feuille complémentaire que les placements de capitaux faits dans les pays indiqués ci-après et dont les revenus (dividendes et intérêts) restent soumis à un impôt limité dans l'Etat de la source: Afrique du Sud (ZA), Albanie (AL), Algérie (DZ), Allemagne (DE), Argentine (AR), Arménie (AM), Australie (AU), Autriche (AT), Azerbaïdjan (AZ), Bangladesh (BD), Bélarus (BY), Belgique (BE), Bulgarie (BG), Canada (CA), Chili (CL), Chine (CN), Chine Taipei chinois {Taiwan} (TW), Colombie (CO), Corée du Sud (KR), Côte d'Ivoire (CI), Croatie (HR), Danemark (DK), Egypte (EG), Emirats Arabes Unis (AE), Equateur (EC), Espagne (ES), Estonie (EE), Etats-Unis (US), Finlande (FI), France (FR), Géorgie (GE), Ghana (GH), Grèce (GR), Hongrie (HU), Inde (IN), Indonésie (ID), Iran (IR), Islande (IS), Israël (IL), Italie (IT), Jamaïque (JM), Japon (JP), Kazakhstan (KZ), Kirghizistan (KG), Kosovo (XK), Lettonie (LV), Liechtenstein (LI), Lituanie (LT), Luxembourg (LU), Macédoine (MK), Malaisie (MY), Malte (MT), Maroc (MA), Mexique (MX), Moldavie (MD), Mongolie (MN), Monténégro (ME), Norvège (NO), Nouvelle-Zélande (NZ), Oman (OM), Ouzbékistan (UZ), Pakistan (PK), Pays-Bas (NL), Pérou (PE), Philippines (PH), Pologne (PL), Portugal (PT), Qatar (QA), Roumanie (RO), Russie (RU), Serbie (RS), Singapour (SG), Slovaquie (SK), Slovénie (SI), Sri Lanka (LK), Suède (SE), Tadjikistan (TJ), Tchèque, République (CZ), Thaïlande (TH), Trinité-et-Tobago (TT), Tunisie (TN), Turkménistan (TM), Turquie (TR), Ukraine (UA), Uruguay (UY), Venezuela (VE) et Vietnam (VN). Grouper les placements de capitaux selon les Etats de la source; ceux-ci sont à désigner par leur abréviation (cf. ci-dessus) dans la colonne 3.
4. Si le montant total des impôts étrangers non récupérables (col. 8) n'excède pas **50 francs**, l'imputation forfaitaire d'impôt n'est pas accordée. Dans ce cas, on portera les revenus, diminués de l'impôt étranger non récupérable, dans l'état des titres ordinaire. De même, les dividendes et intérêts qui ne sont grevés d'aucun impôt dans l'Etat de la source ou pour lesquels un remboursement total de l'impôt peut être demandé ne seront pas indiqués ici, mais dans l'état des titres ordinaire.
5. Pour les redevances de licences, on utilisera la formule DA-3.

Des indications exactes et complètes épargnent au requérant et aux autorités le désagrément de demandes ultérieures d'explications. Veuillez joindre les attestations bancaires.